

24 novembre 2020

Le Collectif [villesmoyennes.org](https://villesmoyennes.org) dévoile son plan de relance pour, et par les territoires

## Les risques sur l'avenir appellent à déclencher d'urgence un puissant volet de relance par les territoires

Pour le collectif de 175 élus, experts et entrepreneurs - initié par Jean-Christophe Fromantin, qui réunit les présidents de région Xavier Bertrand, Carole Delga et François Bonneau, des maires de villes moyennes, les parlementaires Bruno Retailleau, François Valini ou Philippe Vigier, ou encore l'universitaire Carlos Moreno - il est aujourd'hui à la fois indispensable et urgent de compléter le plan de relance d'un puissant volet territorial. Dédié prioritairement à la requalification et à la modernisation des infrastructures publiques, estimées à 50 milliards d'EUR.

Pour trois raisons majeures : Répondre concrètement à l'aspiration de plus en plus forte des Français de vivre dans des espaces apaisés (villes moyennes et villages) ; activer un levier économique parmi les plus efficaces pour assurer une perspective de croissance solide et durable ; mobiliser l'épargne vers des vecteurs d'investissements régionaux.

Permettre aux Français d'investir là où ils veulent vivre ...

- **L'accroissement des déficits publics et de la dette pour sauver l'économie vont inévitablement réduire les moyens de l'Etat (déjà très tendus) pour investir et assurer ses missions régaliennes.** Cette perspective de désengagement va s'aggraver durablement par la combinaison d'autres facteurs : l'inflation des déficits sociaux, mais également par la détérioration des bilans des entreprises enclins naturellement à réviser leurs ambitions et par voie de conséquence leurs contributions fiscales et sociales.
- Plusieurs indicateurs avancés viennent d'ores et déjà corroborer ces difficultés et leurs impacts structurels de long terme : Baisse de l'autofinancement des entreprises dont on estime les besoins à venir en fonds propres entre 50 et 100 milliards d'EUR, aggravation du déficit commercial avec des risques de détériorer encore nos parts de marché.

**Les alertes récentes de la Cour des comptes contre le « court-termisme » et de la Commission européenne sur l'emballlement des déficits, confirment les risques d'un décrochage de l'économie française.**



- Au-delà d'une récession probablement longue et difficile, et compte-tenu des carences accumulées, **on s'achemine vers un risque de disqualification des territoires**. Victimes d'un triple effet : i) du sous-investissement de l'Etat, ii) d'une baisse des recettes fiscales et iii) d'une diminution de l'autofinancement des collectivités locales et par conséquent de leurs propres capacités d'investissement. Cette situation conduit à une véritable impasse compte-tenu de l'absence de marges de manœuvres sur les prélèvements obligatoires. **La réponse ne sera donc pas fiscale ; elle appelle la mobilisation de l'épargne des Français (en hausse de 100 Mds depuis la crise, pour un volume global de plus de 5000 milliards d'EUR) vers des investissements à fort effet de levier.**
- Pour éviter les risques de disqualification, il est urgent de promouvoir un volet de relance et d'avenir par et pour les territoires. D'autant que les attentes des Français - attirés par une nouvelle qualité de vie dont les villes moyennes sont l'épicentre - sont alignées sur cet objectif.
- **Rappelons que l'économie résidentielle représente plus de 80% des ressources territoriales, que ses effets multiplicateurs sont très significatifs et qu'elle participe d'un renouveau des fonctions productives des territoires.** Les derniers chiffres sur la part industrielle du PIB (10,2%, un des plus bas d'Europe) corrobore l'urgence d'un tel renouveau économique. Rappelons également que, si l'impact de la relance sera probablement efficace à moyen terme pour les grandes entreprises - confortant ainsi l'économie centralisée qui contribue à de nombreux mécanismes de redistribution vers les territoires -, il n'intègre cependant pas suffisamment les mesures d'investissement susceptibles de renforcer la compétitivité des territoires. **Il est par conséquent indispensable d'articuler les mesures du plan de relance avec une initiative complémentaire et ambitieuse au niveau des territoires.**
- C'est la raison pour laquelle nous préconisons un programme d'investissement en infrastructures publiques - **estimé à environ 50 milliards d'EUR** (selon le chiffrage Infrastructures France, vs 6 à 8 milliards dans le plan de relance actuel) - **orienté vers les villes moyennes afin de renforcer leur attractivité ; avec cinq volets :**  
**Le renforcement des équipements publics sociaux, d'éducation et de santé ; la mise à niveau des infrastructures de mobilité autour des villes moyennes ; l'achèvement du déploiement des réseaux numériques et de l'innovation technologique ; la restauration du patrimoine matériel, immatériel et culturel à effet d'entraînement sur l'économie, le tourisme et l'attractivité ; la distribution d'espaces de travail partagé à haute valeur ajoutée dans toutes les villes moyennes.**
- **Ce plan de relance territorial serait coordonné par les Régions - en lien avec les communes et les départements pour ce qui relève de leurs compétences respectives - selon des principes et une armature définis par l'Etat.** Plusieurs Régions se sont d'ores et déjà dotées de véhicules ou d'ingénierie pour l'investissement.



Les ressources seraient mobilisées via des partenariats public/privé et auprès des Français via des circuits-courts de financement - des emprunts obligataires émis par les Régions avec la garantie de l'Etat -. **Cela présenterait trois avantages :**

**Une très forte rentabilité liée à l'effet d'entraînement des investissements d'infrastructure ; un potentiel de souscription de la part des Français associés à la redynamisation de ce qui participe de leur environnement immédiat (62% des Français estiment qu'investir dans les infrastructures est vital pour la croissance économique) ; une réponse à leurs projets de vie (85% des Français préféreraient vivre dans des villes moyennes et les village - cette proportion est la plus forte chez les jeunes de moins de 35 ans)**

Initié en juillet 2020 par Jean-Christophe Fromantin (Maire de Neuilly-sur-Seine), ce collectif rassemble de 175 personnalités dont Xavier Bertrand, Carole Delga, François Bonneau, Bruno Retailleau, André Vallini, Philippe Vigier, Olivier Gacquerre, maire de Béthune, l'universitaire Carlos Moreno (inspirateur de la ville du quart d'heure) ou l'entrepreneur Fabrice Le Saché (par ailleurs vice-président du Medef). Les noms des signataires sont à retrouver sur le site [villesmoyennes.org](https://villesmoyennes.org).

En septembre, le collectif a dévoilé ses propositions pour une refonte en profondeur des équilibres territoriaux à travers une armature de villes moyennes comme moteurs de la relance.